COMMUNE DE SAINT-ETIENNE-DE-VALOUX

PLAN LOCAL D'URBANISME

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2

ANNEXE OBLIGATOIRE

8.1.3. AUTO-ÉVALUATION (RUBRIQUE 6)

Commune de
SAINT-ETIENNE-DE-VALOUX

Commune de SAINT-ETIENNE-DE-VALOUX
18 rue de l'Église,
07 340 SAINT-ETIENNE-DE-VALOUX
Tél. 04 75 34 21 26
mairie@saint-etienne-de-valoux.fr

SOMMAIRE

1. LA CONSOMMATION D'ESPACE 7

2. LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ 7

3. LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU 11

3.1 LE RUISSEAU DU TORRENSON 11

3.2 L'EAU POTABLE 11

3.3 L'EAU USÉE ET L'EAU PLUVIALE 11

4. LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE 12

5. L'ACTIVITÉ AGRICOLE 13

6. LES RISQUES 13

7. LE CLIMAT, L'AIR ET L'ENERGIE 14

8. CONCLUSION 14

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Étienne-de-Valoux, approuvé en 2019, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale. Conformément au décret du 23 août 2012, il relevait toutefois d'une procédure de demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale. La MRAE, saisie le 31 octobre 2017, a rendu la décision n°2017-ARADUPP-00558 le 19 décembre 2017, concluant que l'élaboration du PLU de la commune n'était pas soumise à évaluation environnementale.

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 pris pour l'application de l'article 40 de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) modifie le régime de l'évaluation environnementale de certains plans et programmes régis par le Code de l'Urbanisme.

Ce décret crée un second dispositif d'examen au cas par cas, dit cas par cas « ad hoc », à côté du dispositif existant d'examen au cas par cas réalisé par l'Autorité environnementale, dit cas par cas « de droit commun ». Le cas par cas « ad hoc » a vocation à être mis en œuvre lorsque la personne publique responsable est à l'initiative de l'évolution du document d'urbanisme (élaboration, révision et modification) et qu'elle conclut à l'absence de nécessité de réaliser l'évaluation environnementale.

La présente modification simplifiée du PLU entre dans le champ d'application de **l'examen au cas par cas « ad-hoc »** et fait donc l'objet d'une **auto-évaluation**.

La partie ci-dessous explique en quoi les différents objets de la modification du PLU ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Conformément à l'article R.104-34 du Code de l'Urbanisme et « *en application du second alinéa de l'article R.104-33, la personne publique responsable transmet à l'autorité environnementale un dossier comprenant :*

1° Une description de la carte communale, de la création ou de l'extension de l'unité touristique nouvelle ou des évolutions apportées au schéma de cohérence territoriale, au ***plan local d'urbanisme*** *ou à la carte communale ;*

2° Un exposé décrivant notamment :

a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme ou, le cas échéant, pour l'unité touristique nouvelle, les éléments mentionnés aux 2°, 3° et 5° du I de l'article R. 122-14 ;

b) L'objet de la procédure d'élaboration ou d'évolution ;

c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure ;

d) Les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

L'exposé mentionné au 2° est proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée.

La liste détaillée des informations devant figurer dans l'exposé est définie dans un formulaire dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme. »

1. LA CONSOMMATION D'ESPACE

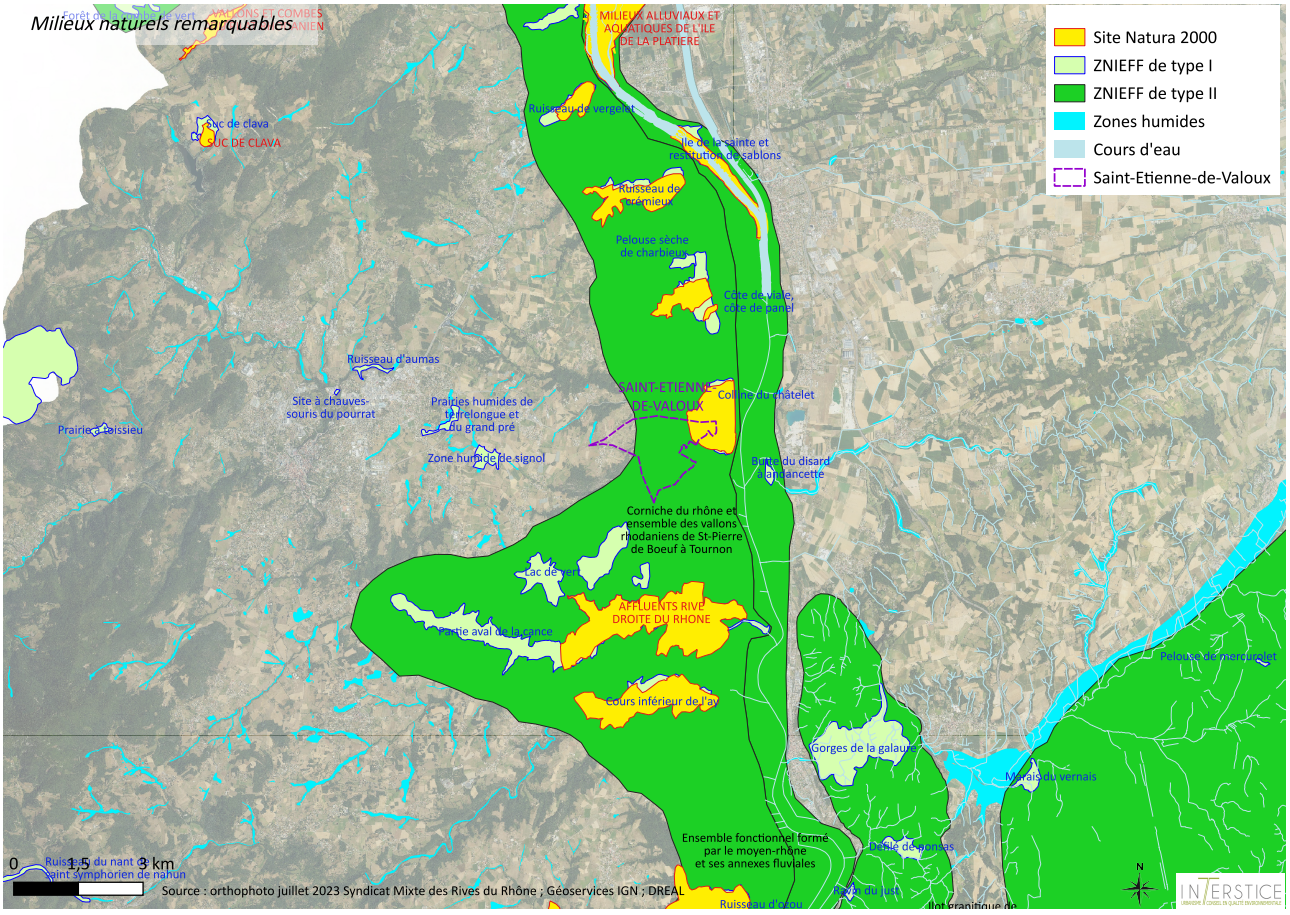
L'objet de la modification simplifiée n°2 se limite essentiellement à des rectifications portant sur les zones urbaines et n'entraine aucune extension de l'urbanisation vers les zones agricoles ou naturelles.

Par ailleurs, l'adaptation du règlement de la zone naturelle – qui autorise la construction de bâtiments agricoles uniquement lorsqu'une exploitation est implantée à proximité (en zone agricole ou en zone urbaine) et que son tènement empiète sur la zone naturelle – ne génère pas de consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

-- > La modification simplifiée n°2 n'a pas incidence sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

2. LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

La commune de Saint-Étienne-de-Valoux se trouve dans un contexte rural, avec peu d'éléments qui viennent fragmenter son territoire à l'exception de la RD82 peut apparaître comme un obstacle linéaire au déplacement des espèces. La Trame Verte et Bleue (TVB) de la commune de Saint-Étienne-de-Valoux est donc dans l'ensemble assez peu contrainte.



Carte des milieux naturels remarquables – septembre 2025 - interstice

La commune de Saint Etienne de Valoux est concernée par plusieurs périmètres de protection règlementaire :

- **Un site NATURA « Affluents rive droite du Rhône »** (référence FR8201663). L'arrêté du 25 mai 2021, modifiant l'arrêté initial de 2016 pour la désignation du site, indique que Saint-Étienne-de-Valoux fait partie des communes sur lesquelles s'étend ce site Natura 2000.

Extrait Géoportail



Le site NATURA 2000 couvre une petite partie de la commune de Saint-Etienne de Valoux (sa pointe nord-est) ; il est principalement situé sur la commune d'Andance. Le village de Saint-Etienne de Valoux (rond rouge sur la carte) est situé à plus de 500 mètres de ce site.

- **Une ZNIEFF de type 1 « Colline du Châtelet »** (référence 820030922)

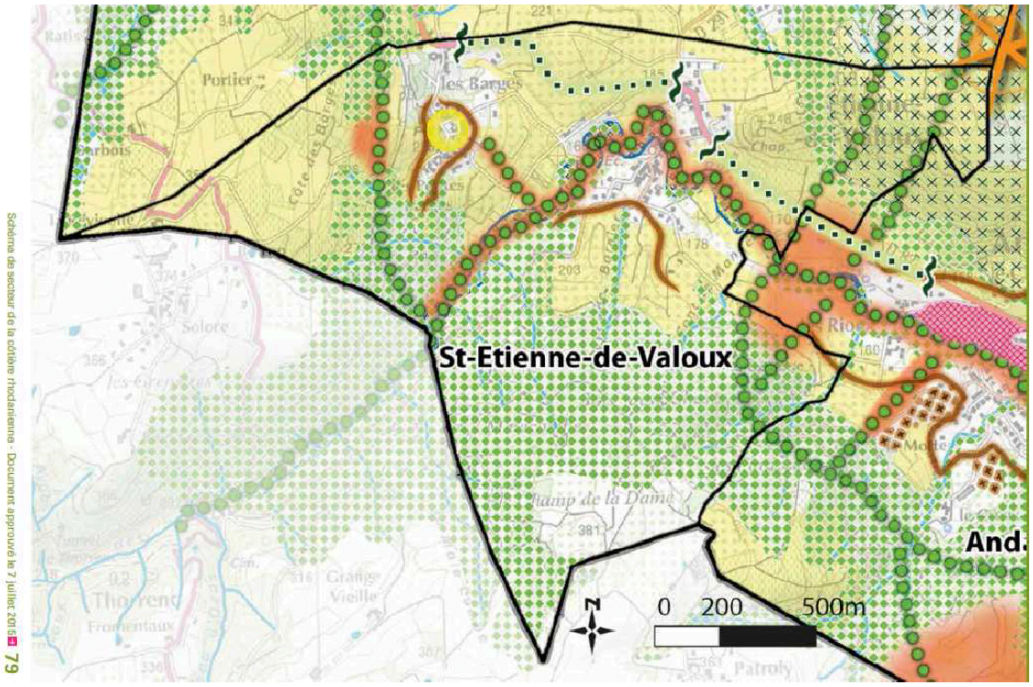
Extrait Géoportail



L'emprise de la ZNIEFF T1 est globalement comprise dans le site NATURA 2000.

- **Une ZNIEFF de type 2 « corniche du Rhône et ensemble des vallons rhodaniens de Saint-Pierre de Bœuf à Tournon »** (référence 820030923). Il s'agit d'un grand ensemble de plus de 11 500 ha qui englobe les vallons perpendiculaires à la vallée du Rhône où l'on retrouve des conditions d'exposition favorables à de nombreuses espèces méditerranéennes, trouvant ici leur limite nord de répartition. La quasi-totalité de la commune est concernée par cette ZNIEFF.
- **Une zone humide** : aucune zone humide n'a été recensée par l'inventaire départemental. Un complément d'inventaire a été réalisé par le Syndicat des 3 rivières. Une zone humide a été cartographiée le long du ruisseau de Torrenson.

Sur la commune de Saint-Étienne-de-Valoux, le Scot a identifié le **Torrenson comme corridor écologique d'intérêt régional et zone de perméabilité**. Deux autres corridors écologiques d'intérêt écologique local sont identifiés : un à l'ouest du hameau des Barges, un second sur la partie est de la commune, qui part du Torrenson en direction du sud. La colline du Châtelet est identifiée comme espace naturel à protéger (réservoir de biodiversité) et la moitié sud de la commune est concernée par des espaces naturels à préserver.



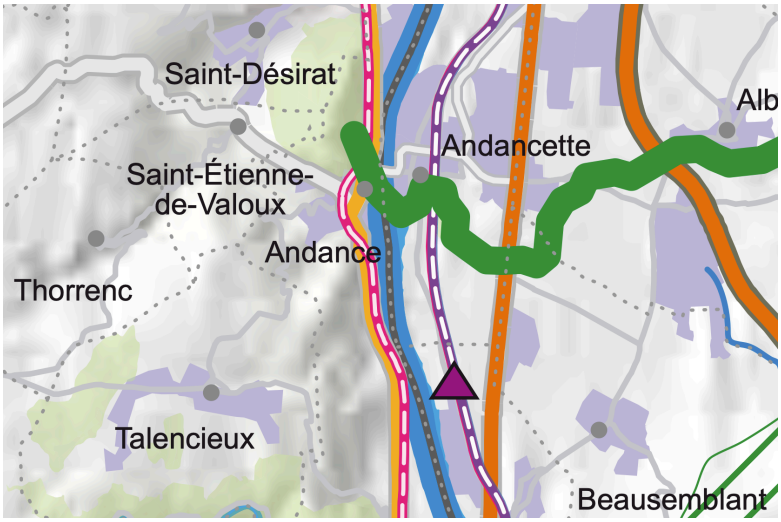
Extrait du réseau écologique défini dans le cadre du schéma de secteur sur la commune de Saint-Etienne-de-Valoux.



Source : DOO, Scot des Rives du Rhône approuvé le 28 novembre 2019

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé le 10 avril 2020 identifie sur la commune de Saint Étienne de Valoux :

- un réservoir de biodiversité à préserver (**Colline du Châtelet**)



Réservoirs de biodiversité : à préserver

Corridors écologiques linéaires : à préserver ou à restaurer selon leur fonctionnalité écologique

Source : SRADDET approuvé le 10 avril 2020

Ainsi, la Trame Verte et Bleue de la commune de Saint-Étienne-de-Valoux est dans l'ensemble assez peu contrainte. Elle est caractérisée par :

- Des milieux perméables : un réservoir de biodiversité dans le coin nord-est de la commune et de grands espaces perméables sur la moitié sud.
- Des corridors nord-sud entre plateaux et est-ouest dans le vallon du Torrenson, à préserver de l'urbanisation.

-- > Les objectifs de préservation de la trame verte et bleue et des milieux naturels sur la commune ne sont pas remis en cause par modification simplifiée n°2 du PLU :

- La modification préserve toutes les zones naturelles et agricoles du territoire
- Elle préserve les coupures vertes entre les fronts d'urbanisation
- Elle n'a pas d'effet sur le défrichement des espaces boisés au profit de la viticulture
- Elle n'a pas d'effet sur la préservation des micro-milieux (talus enherbés, bordures de parcelles) dans l'espace agricole, qui participent à la fonctionnalité du territoire
- Elle respecte et rend son espace de fonctionnalité au ruisseau le Torrenson

3. LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

3.1 LE RUISSEAU DU TORRENSON

Le Torrenson est un petit torrent qui, lors de crues importantes, peut créer d'importants dégâts sur son passage. Au niveau du Village, l'espace de liberté du cours d'eau est très contraint, avec des aménagements bétonnés qui empêchent le Torrenson de développer son lit de manière suffisante. L'un des principaux enjeux est donc de ne pas réduire cet espace au niveau du Village. Le ruisseau au régime torrentiel représente le principal risque d'inondation du territoire qui est couvert par un PPRi (source rapport de présentation PLU).

De part et d'autre du cours d'eau, un emplacement réservé n°3 a été inscrit au PLU en vigueur pour aménager les bords du Torrenson. Acquis, par la commune, cet emplacement réservé, est supprimé par la modification simplifiée n°2.

-- > La modification simplifiée n°2 du PLU aura une incidence positive puisque la commune a acquis l'ER3 dans l'objectif d'améliorer le cours d'eau, préserver son espace de liberté et restaurer sa ripisylve.

3.2 L'EAU POTABLE

Aucun captage d'eau potable n'est recensé sur le territoire communal. Les ressources proviennent du Syndicat d'Annonay-Serrières et selon le PLU en vigueur, sont suffisantes pour subvenir aux besoins de la population projetée sur son territoire à horizon 2040, et ce, même sans le captage de la Croisette. L'eau distribuée est conforme aux exigences réglementaires.

Les objectifs du PLU approuvé en 2019, sont inchangés. La rectification de l'organisation de l'OAP, qui se traduit par une réduction de son périmètre et par conséquence une diminution de la programmation de logements, est de nature à avoir un impact sur la ressource en eau plus faible, puisqu'un moindre nombre de constructions sera réalisé.

-- > La modification simplifiée n°2 n'a pas d'incidence sur la ressource en eau. Le PLU s'est assuré de l'adéquation future des ressources en eau potable avec l'évolution démographique prévue. Le développement prévu se fera à proximité des réseaux, facilitant la connexion des projets.

3.3 L'EAU USÉE ET L'EAU PLUVIALE

La commune est bien raccordée au réseau de collecte des eaux usées, et la station d'épuration d'Andance est conforme en équipement et en performance. La capacité de la station a été vérifiée dans le cadre de l'étude du PLU ; elle est suffisante pour traiter la charge polluante reçue et à venir.

Saint-Étienne-de-Valoux dispose d'un réseau séparatif d'eaux pluviales. Les réseaux pluviaux sur le village sont dimensionnés en conséquence (diamètre de 400 millimètres).

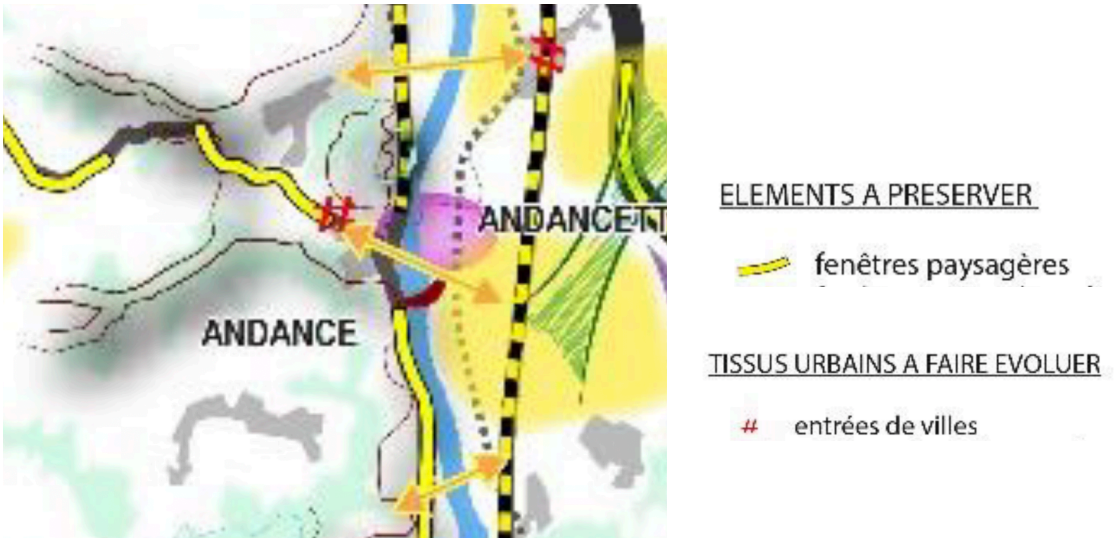
-- > La modification simplifiée n°2 ne fait pas évoluer les conditions de raccordement à l'assainissement. Les eaux usées du site de l'OAP seront dirigées vers le réseau d'eaux usées de la commune en direction de la station d'épuration intercommunale d'Andance comme prévu au PLU. Les eaux pluviales seront infiltrées comme le prévoit le règlement.

4. LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

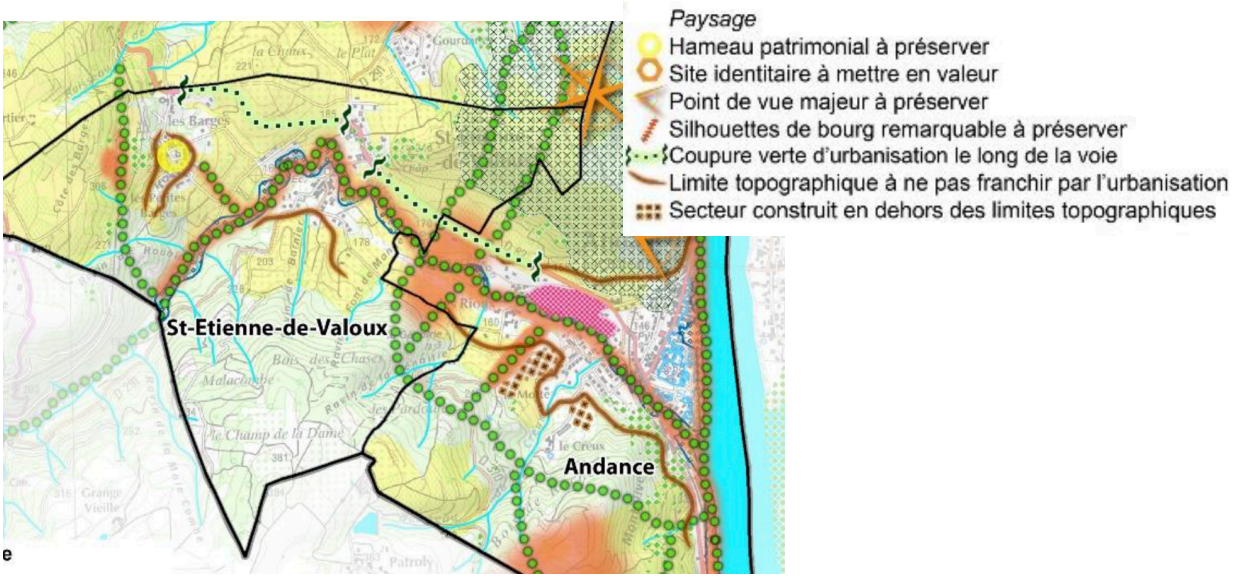
La commune de Saint-Étienne de Valoux, est identifiée dans le Scot des Rives du Rhône dans un secteurs sensibles : la côtière rhodanienne.

Il identifie plusieurs éléments :

- Une fenêtre paysagère le long de la RD82
- Une entrée de ville à faire évoluer



Source : DOO, Scot des Rives du Rhône approuvé le 28 novembre 2019



Le zoom du DOO sur les communes de la côtière rhodanienne, vient préciser les prescriptions :

- Le hameau des Barges est également préservé en tant que hameau patrimonial.
- Les coupures d'urbanisation le long de la RD82 doivent être respectées
- Le village ne doit pas franchir les limites topographiques définies

-- > La modification simplifiée n°2 vient améliorer l'entrée de ville en inscrivant la friche du bord de route en STECAL pour permettre sa réhabilitation encadrée. Les autres objets de la modification simplifiée n°2 respecte les enjeux paysagers.

5. L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Saint-Étienne-de-Valoux est une commune rurale à fort potentiel agronomique. L'activité agricole est bien présente et à pérenniser dans sa diversité.

-- > La modification simplifiée n°2 du PLU ne remet pas en cause la préservation des espaces agricoles.
Au contraire, elle contribue au maintien de l'activité agricole en faisant évoluer, dans certains cas spécifique, le règlement de la zone naturelle, qui interdisait jusqu'alors toute construction de bâtiments agricoles ce qui pouvait fortement contraindre les exploitations en place. Les possibilités de construction de bâtiments agricoles dans les zones naturelles demeurent très limitées et fortement encadrées.

6. LES RISQUES

La commune est soumise au risque naturel « inondation » (PPRi dû aux mouvements torrentiels occasionnés par le Torrenson).

Outre ce risque d'inondation, Saint-Etienne-de-Valoux est concerné par d'autres risques naturels :

- Feu de forêt ;
- Mouvement de terrain ;
- Séisme (zone de sismicité niveau 3 modéré) ;
- Aléa retrait-gonflement des argiles (aléa faible à moyen).
- Risque important de radon.
- Saint-Etienne-de-Valoux est également concernée par le risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD) par voie routière (sur la RD82).

Les enjeux sont donc d'éviter d'exposer de nouvelles populations aux risques présents sur la commune :

- La limitation des risques « inondation » en ne prévoyant aucun développement dans les secteurs concernés par des risques forts ;
- La limitation des risques « TDM » (liés au transport de marchandises dangereuses) en ne prévoyant aucun développement dans les secteurs concernés, c'est-à-dire à proximité de la RD82 ;
- La limitation des risques de ruissellement des eaux pluviales et le développement des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales ;
- Concernant les risques de feux de forêts, le PLU devra intégrer ce risque dans les perspectives de développement et mettre en place des prescriptions adaptées (débroussaillage).

-- > Les rectifications apportées par la modification simplifiée n°2 du PLU ne comportent pas d'évolutions de nature à aggraver ces risques, ni d'exposer de nouvelle population au risque.

7. LE CLIMAT, L'AIR ET L'ENERGIE

La communauté de communes Porte de DrômArdèche est engagée sur la voie de la transition énergétique au travers de son **Plan Climat Air Énergie Territorial** (PCAET) adopté en mai 2022 et de son Plan de sobriété adopté en octobre 2022.

Le PCAET est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique et une meilleure qualité de l'air. Les objectifs chiffrés du territoire intercommunal sont de diviser par 4 les émissions nettes de gaz à effet de serre :

- divisant par 2,5 les émissions de gaz à effet de serre
- multipliant par 2 la séquestration de carbone
- baissant de 35 % la consommation énergétique par habitant

Un **plan de solarisation** a été adopté en 2023 pour accélérer le développement des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments et parkings publics.

- Développer l'utilisation de l'énergie solaire sur le territoire.
- Augmenter la production d'énergie renouvelable pour contribuer à la transition énergétique.
- Accompagner les acteurs économiques dans l'intégration des solutions photovoltaïques.

Le **Plan de Sobriété énergétique** répond quant à lui à 3 objectifs :

- Limiter la facture énergétique de la collectivité
- Réduire son empreinte carbone
- Participer à l'effort national pour diminuer la consommation énergétique de 10 % en hiver

Les objectifs affichés sont la réduction massive de la consommation d'énergie du territoire et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable.

→ **Les rectifications apportées par la modification simplifiée n°2 du PLU ne remettent pas en cause l'ensemble de ces démarches.**

8. CONCLUSION

L'ensemble des points évoqués ci-dessus justifient que le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Saint-Etienne-de-Valoux ayant des impacts très limités sur l'environnement, ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.